

La fabrique de l'Opinion

L'invité du 14 Bassano

Un gouvernement de coalition pour un combat de deux ans

Alain Lambert : « Il faudrait que François Hollande appelle Alain Juppé comme Premier ministre et Laurent Fabius aux Finances »



Alain Lambert

Notaire de profession, longtemps sénateur, ex-maire d'Alençon, président du conseil général de l'Orne, le centriste (indépendantiste) Alain Lambert - qui assume son appartenance au camp de la droite - est aujourd'hui, à 67 ans, conseiller-maître à la Cour des comptes. De 2002 à 2004, il a été ministre du Budget dans les gouvernements Raffarin I et II.

François Hollande vient de confier à Alain Lambert - en même temps qu'au socialiste Martin Malvy, patron de la région Midi-Pyrénées - une mission sur la modernisation de l'action publique. Objectif central, et vital : comment « maîtriser » les dépenses publiques. Les conclusions des deux rapporteurs, invités à travailler ensemble, devront être remises au chef de l'Etat le 1^{er} mars 2014. L'ancien ministre du Budget publie chez Armand Colin, *Déficits publics : la démocratie en danger*.

Pourquoi François Hollande vous a-t-il confié une « mission » sur la maîtrise des dépenses publiques, avec un rapport à remettre le 1^{er} mars 2014 ? Y aurait-il le feu ?

Très peu de gens, une dizaine peut-être, travaillent sur le sujet, pourtant vital, des dépenses publiques. Et très peu, j'ose le dire, maîtrisent cette matière. Je n'ai pas rencontré le Président de la République. C'est Emmanuel Macron, le secrétaire général adjoint de la présidence, qui m'a appelé. Je lui ai, bien sûr, dit oui, mais que c'était tout ou bien rien. D'accord pour étudier le budget de l'Etat, celui des collectivités locales, celui de la Sécurité sociale, mais pas un sous-ensemble.

Y aurait-il un calcul politique derrière votre nomination ?

D'abord, il était quasiment impossible de confier cette mission à des haut-fonctionnaires

en place, car chaque administration veut assurer la survie de sa propre planète et ne se soucie guère de celle de la galaxie. Un calcul politique, dites-vous ? J'ai toujours été centriste, libéral et à droite, et je suis président de conseil général. Martin Malvy est socialiste et président de région. Nous nous complétons donc parfaitement dans un tandem transpartisan qui nous donne plus de chances d'être écoutés. En plus, nous avons tous les deux été ministres du Budget. Donc, nous avons avec les équipes de Bercy des rapports de confiance, comme en ont les anciens de ce ministère. Vous savez : on ne sort pas indemne de cette grande maison où l'on prend tous les coups, où l'on vit - je suis sérieux - une certaine souffrance. Cela crée des liens !

Pour vous, que veut dire « être libéral » ?

Etre libéral, c'est accepter le risque individuel. C'est reconnaître que l'entreprise est l'organisation économique la plus performante pour créer des emplois et des richesses. C'est être clair sur l'impérieuse nécessité de règles pour garantir une concurrence équitable.

Y-a-t-il, comme l'assure le gouvernement, de petits signes de reprise économique ?

Le gouvernement joue sur deux tableaux. D'abord la reconstitution des stocks des entreprises, phénomène presque mécanique mais qui ne garantit pas de rentrées fiscales. Ensuite, l'inversion de la courbe du chômage, qui ne doit rien à des décisions politiques, mais tout à la démographie, compte tenu du vieillissement de la

population. Les représentants de la Nation devraient être plus exigeants : les recettes de « garçons de bain » pour survivre à deux ou trois mois, ce n'est plus tolérable.

Dans votre livre, vous affirmez qu'il faut en finir avec l'élection du président de la République au suffrage universel !

En 1962, tous autant que nous sommes, nous ne sortions pas indemnes de l'attentat dirigé contre le Général. Pompidou ensuite, c'était l'ombre portée du Général. Mais que dire de ce qui a suivi, et de cette folie invraisemblable consistant à réduire le mandat du président de 7 à 5 ans et à inverser le calendrier (présidentielle puis législatives) ? Résultat : la majorité au Parlement n'est pas représentative de la diversité française, et pousse le chef de l'Etat à l'erreur. Ainsi communistes et écologistes pèsent-ils aujourd'hui d'un poids disproportionné...

Vous allez jusqu'à écrire dans votre livre que la démocratie est « en danger »...

J'ai cherché dans l'Histoire les causes réelles des grands accidents démocratiques : ils se sont chaque fois produits lorsque l'Etat n'a plus les moyens de fonctionner, lorsque les finances du pays ne permettent plus au peuple de vivre du fruit de son travail, lorsque la démocratie, à force, est sans ressources. La révolution de 1789 ne se serait pas produite si Turgot avait été écouté. La crise politique de 1958 - époque où nous tendions la sébille à nos amis américains, où nous étions sous tutelle - aurait pu être évitée si Mendès-France avait été suivi. Je ne dis pas, comme certains, que nous revivons les années 1930, mais il y a quelques signes avant-coureurs. Je me suis plongé dans

« Ce qui est effrayant, c'est la façon dont la puissante génération du baby-boom se protège et se défause »

le livre *Hauts fonctionnaires sous l'Occupation* de François Bloch-Lainé et Claude Gruson : ils posent clairement la question du manque de clairvoyance et de courage des élites. J'insiste, et je mets en garde : la démocratie est un logiciel de vie en société qui ne fonctionne plus si la démocratie est sans moyens.

Vous décrivez une situation de blocage. Un blocage total ?

La dureté des temps, les difficultés dans lesquelles nous nous trouvons imposent, à mon sens, la mise en place d'une grande coalition, à l'allemande. Car, pour l'instant, notre démocratie binaire n'est pas mature. En fait, ce sont les administrations qui ont pris le pouvoir. Les gouvernements ont été mis en coupe réglée par les grands corps de l'Etat. Les politiques ne sont plus que des symboles : on leur fait jouer des pièces au texte creux devant un public qui se réduit comme peau de chagrin. Rien de ce qui est important n'est décidé par le Parlement.

Extraits

La fragilité des démocraties

« L'Histoire nous enseigne que les plus solides édifices démocratiques peuvent être emportés en quelques jours quand la nation fatiguée et résignée s'en remet à ceux qui lui promettent le repos au lieu de l'effort. »

Ne pas sacrifier les plus jeunes

« Iniquité intergénérationnelle. Que peut bien revêtir ce vocable barbare ? Tout simplement l'odieuse comportement consistant à nous octroyer des droits comme définitivement acquis en matière de protection sociale (santé, retraite, dépendance) sans en assurer le financement courant, et à en renvoyer cyniquement la facture, par l'accumulation d'une montagne de dettes, à la génération suivante. »

Savoir demander pardon

« Je propose qu'un serment soit exigé du Premier ministre lors de la présentation du projet de loi de finances à la tribune de l'Assemblée nationale. Par ce serment, il affirmerait la sincérité des budgets présentés, et s'engagerait à prendre les voies et moyens possibles pour revenir à l'équilibre des comptes publics dans un délai qu'il préciserait et selon un agenda clairement établi. Le manquement à son serment devrait obliger le Premier ministre à demander pardon aux citoyens et aux générations futures devant la représentation nationale. »

La démocratie en danger, Armand Colin.

Une situation dramatique, écrivez-vous...

Prenez trois parlementaires de droite et trois de gauche : ils ne connaissent pratiquement rien aux finances publiques. D'ailleurs, ne nous leurrions pas : ceux qui nous gouvernent n'ont pas non plus une exacte vision de la gravité de la situation. Notamment, parce qu'on refuse en France de faire des comptes consolidés. C'est pourtant ceux qui sont envoyés à Bruxelles, pour calculer le fameux ratio déficit/PIB. Mais savez-vous qui signe et envoie les comptes de la France à la Commission ? Un fonctionnaire dont la responsabilité, par définition, ne peut être engagée ! Aujourd'hui, nous Français, nous nous en sortons grâce à la bienveillance de la Commission européenne. Cela ne durera pas éternellement.

Quel pourrait être le facteur déclencheur de la crise démocratique, que vous semblez à la fois annoncer et craindre ?

Qui le sait ? Par exemple fin 2014, lorsqu'il n'y aura plus d'argent dans les caisses et qu'on ne pourra peut-être plus payer les fonctionnaires. En tout cas au niveau des collectivités locales qui ne peuvent pas avoir, contrairement à l'Etat, un budget en déséquilibre. Si moi-même, dans mon conseil général, je n'ai plus assez de ressources pour payer les fonctionnaires ou les bénéficiaires du RSA, je serai bien obligé de choisir.

Alors, que faire ?

Une voie d'eau, même d'une telle ampleur, cela peut se combler en quatre ans. Commençons, je l'ai dit, par mettre en place un gouver-

nement de coalition réunissant, pour un combat de deux ans, les républicains modérés et responsables des deux camps. Que le président Hollande constitue ensuite pour diriger la France un carré d'as, comme on en a eu un en 1958 lorsque le Général de Gaulle avait nommé à ses côtés le politique Michel Debré, le techno Jacques Rueff et Antoine Pinay, l'homme au chapeau rond qui inspirait confiance.

Aujourd'hui, ce serait qui ?

Comme la maison brûle, il faudrait que François Hollande appelle Alain Juppé comme Premier ministre et Laurent Fabius comme ministre des Finances, ou vice-Premier ministre en charge des Finances. Ce sont les deux « meilleurs » de leurs générations respectives, deux hommes dont les Français, à ce jour, n'ont pas voulu. Je verrais bien auprès d'eux deux talents, tels Jean-Pisani Ferry, aujourd'hui commissaire général à la stratégie et à la prospective, et Nicolas Théry, n° 2 du groupe Crédit mutuel. Juppé et Fabius ont l'expérience nécessaire pour rassurer les Français et, de toute façon, ils n'ont plus rien à perdre. Ni à gagner d'ailleurs.

Quels hommes du passé seraient aujourd'hui, pour vous, des références ?

Outre De Gaulle, disons Clemenceau et Raymond Barre.

Il paraît que vous avez failli appeler votre livre « Vos enfants vous maudiront » !

J'y ai songé, c'est vrai. Car ce qui est effrayant, c'est la façon dont la puissante génération du baby-boom, en n'assumant pas ses responsabilités, se protège et se défause en faisant porter sur les générations à venir une charge scandaleusement démesurée. Il est donc plus que temps de décréter, contre le dérapage des finances publiques, la mobilisation générale. Il y va de la souveraineté du pays et de la solidarité entre générations.

Interview Irène Inschauspé
et Dominique de Montvalon
@iinchauspe  @demontvalon1 